SPIP ARLES – TARASCON
Mobilisé le 6 mai pour la défense de nos missions et de nos métiers

Réunis ce jour en AG, les agents du SPIP du MO d'Arles et du CD de Tarascon, ont décidé de rejoindre la journée de mobilisation nationale des SPIP du 6 mai.

Tous dénoncent le virage ultra-sécuritaire de la politique carcérale menée par le GDS et déclinée par la DAP, les coupes budgétaires drastiques et les annonces politico-médiatiques dénigrantes du GDS qui vident de sens nos missions premières, des moyens RH en grande carence et des recrutements qui ne permettent pas de combler les manques de personnels sur les services.
Tous dénoncent la surenchère sécuritaire sur les questions pénitentiaires qui place aujourd'hui les agents pénitentiaires en première ligne, dans un contexte de surpopulation carcérale inédite et indigne. Les attaques de l'ENAP, des établissements pénitentiaires, des personnels (véhicules et domiciles) perpétrées ces derniers jours sont inacceptables et placent les agents en insécurité, dans les établissements comme dans les MO.

POUR DES MOYENS DIGNES DE CE NOM ET LE RESPECT DES MISSIONS DES SPIP :
JOURNEE SPIP MORT LE 6 MAI 2025

- Pas d'entretien, pas de téléphone, pas de courrier : traitement des urgences uniquement
- Accueil minimum au SPIP
- Mail de retour automatique indiquant *« journée de mobilisation des SPIP : Pour la défense de nos missions, nous traiterons uniquement les urgences avérées »*

Par ailleurs, la situation à Tarascon est particulièrement préoccupante !
Il serait temps de prendre conscience de l'impossibilité d'assurer un service correct et respectueux, tant des PPSMJ que du personnel, considérant la chute des moyens humains et matériels (suppression des activités, disparition de certains partenaires, postes vacants depuis plusieurs mois voire années, départ à la retraite et mutation non remplacés…).

FAUT-IL ATTENDRE L'EPUISEMENT DES PROFESSIONNELS ET LA MULTIPLICATION DES INCIDENTS POUR REAGIR ?

Nous refusons de continuer à subir ce manque de moyens, ce dénigrement permanent de notre travail et de l'utilité de nos missions.

Nous refusons la vision de la Justice et de la société qui s'esquisse avec le lancement des Etats Généraux de l'Insertion et de la Probation.

Arles, le 29/04/2025